

Réflexions, propositions, actions

Ce tract est un peu long, mais n'est-il pas nécessaire de prendre un peu de temps de réflexions pour échapper au sentiment d'impuissance face à l'avalanche de mauvais coups ?

La difficile mais indispensable bataille, pour mettre en échec la loi LRU (intitulée indûment « libertés et responsabilités des universités »), et pour arracher les moyens budgétaires publics considérables nécessaires aux universités, aux autres établissements d'enseignement supérieur et aux organismes de recherche, s'inscrit dans la durée.

Le mouvement syndical de l'enseignement supérieur, et particulièrement le SNESup, s'il a fait largement partager ses analyses et ses propositions, n'a pas réussi à mettre en mouvement la majorité des personnels. La participation des salariés du supérieur aux grèves et manifestations est restée minoritaire et, assez souvent, déconnectée des mobilisations étudiantes. A l'UM2, quelques AG centrales ou décentralisées, un accueil favorable à la pétition intersyndicale contre la LRU avec, en quelques heures, plus de 400 signatures et le vote d'une motion au CEVU.

En ce début d'année 2008, face à un gouvernement qui prétend dans ce secteur, comme sur d'autres dossiers économiques et sociaux, avoir surmonté les résistances syndicales et désamorcé les contestations, il convient d'être lucides et audacieux. Pour une grande part, les citoyens français ne sont ni satisfaits ni séduits par Sarkozy et sa politique... et pas seulement sur la question cruciale du pouvoir d'achat.

Alors que se terminent les examens du premier semestre universitaire et débutent les enseignements du second, il nous faut constater que RIEN du côté gouvernemental ne vient aider à la réussite des étudiants : le budget 2008 et le pseudo-plan Licence de la Ministre ne prévoient aucun emploi nouveau pour permettre des formations plus individualisées, pour étendre les ouvertures des bibliothèques universitaires... ni de crédits pour acheter des livres ou augmenter les équipements informatiques.

Pour les enseignants-chercheurs et enseignants, outre ces difficultés pédagogiques qui brident l'exercice de cette mission, l'inquiétude grandit sur les conditions et moyens budgétaires pour mener les missions de recherche. Le pilotage technocratique des thématiques dites prioritaires via des experts nommés par le seul pouvoir politique, méprise la dimension prospective et collégiale de la recherche scientifique. Est en passe de s'ajouter avec la loi LRU une individualisation des conditions d'emploi (durée et forme du travail, statut, salaires et primes) qui remet en cause les fondements des liens sciences-recherche-formations qui relie la communauté des scientifiques à la société tout entière... et pas à un manager local fut-il « patron d'université » !

Les sections FSU (SNESup et SNCS) de l'UM2 estiment que la bataille se mène sur tous les fronts permettant l'expression des personnels.

- Elles appellent les universitaires d'abord à participer à la journée de grève et de manifestation du 24 janvier 2008 à l'appel de toutes les fédérations de fonctionnaires.

- Elles demandent à leurs élus dans les Conseils de l'UM2 – conseils amenés à modifier les statuts de l'Université dans le cadre de la LRU - de porter le refus de passer d'un fonctionnement collégial à un fonctionnement hiérarchique et managérial, de dénoncer point par point les atteintes inscrites dans la loi au fonctionnement démocratique (jusqu'à présent énoncé dans le 2° alinéa de l'article 3 des statuts de l'UM2). Le site www.snesup-lr.fr rendra compte de ces débats.

Enfin, la LRU remet en cause le fonctionnement démocratique et l'exercice des libertés académiques. L'application d'un mode de scrutin inique dans l'élection d'un Conseil d'Administration restreint va renforcer une politique managériale qui irait à l'encontre de l'expression des collègues pour d'autres choix. Nous avons donc proposé aux autres organisations syndicales de constituer des listes communes rassemblant sur une large plateforme intersyndicale. C'est à cette condition que la représentativité des personnels sera assurée.

Appel intersyndical pour le 24 Janvier

Les fédérations de l'Education FERC-CGT, FNEC FP-FO, FSU, UNSA-Education se sont réunies le 19 décembre. Elles constatent qu'en dépit de leurs interpellations les revendications portées par les personnels lors de la grève du 20 novembre n'ont reçu aucune réponse, qu'il s'agisse des suppressions d'emplois ou des diverses mesures annoncées en matière d'éducation. Le gouvernement persiste dans une politique qui compromet l'objectif de la réussite de tous les jeunes. Et tout montre que les établissements les plus fragiles verront leurs difficultés accrues, les inégalités s'accroîtront, l'offre de formation sera réduite, restructurée comme dans l'Enseignement Professionnel. Les personnels verront leurs conditions de travail se dégrader un peu plus et la précarité s'accroîtra encore. A cela s'ajoute le contentieux commun à tous les fonctionnaires (salaires, carrières, statut...). Cette situation implique de poursuivre et amplifier la mobilisation. C'est pourquoi elles appellent les personnels à porter leurs revendications en participant massivement avec les autres fonctionnaires à la grève et aux manifestations du 24 janvier et en débattant des suites. Elles les appellent également à développer la campagne d'opinion lancée avec les parents d'élèves, les jeunes, les associations et les mouvements pédagogiques.

Jeudi 24 Janvier 2008
MANIFESTATION 14h30 au PEYROU